



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 34 – 21 octobre 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Le ministère des Transports (*DfT*) annonce un projet de loi pour assurer un service minimum en cas de grèves

### Climat & Energie

- Initialement prévu pour 2 ans, le gel des factures d'énergie pour les ménages s'arrêtera en avril 2023
- La Banque d'Angleterre a ouvert son programme de garantie destiné à assurer le bon fonctionnement des marchés de l'énergie
- Les fournisseurs d'énergie devraient manquer leurs objectifs de déploiement de compteurs communicants pour 2022

### Environnement

- Les parcs nationaux britanniques ont levé 70 M£ pour financer la restauration des tourbières
- Le gouvernement est loin d'atteindre ses objectifs de protection des espaces naturels

### Industrie

- *Make UK* publie une étude sur les perspectives d'investissement dans l'industrie manufacturière britannique
- Le gouvernement entame des discussions avec *British Steel* pour sauvegarder ses sites de production au R-U
- La *Confederation of British Industry (CBI)* présente la stratégie *Humber 2030 Vision*

### Transports

- Le ministre des Transports annonce un report du *Transport bill* à la prochaine session parlementaire
- De nouvelles grèves sont annoncées dans le ferroviaire et les transports londoniens

## Fait marquant

### Le ministère des Transports (DfT) annonce un projet de loi pour assurer un service minimum en cas de grèves

Ce projet de loi, le *Transport Strikes (Minimum Service Levels) Bill*, fait partie des promesses de campagne de la Première ministre Liz Truss. Le [DfT](#) justifie également sa mise en œuvre par les conséquences économiques des grèves dans un contexte de crise du coût de la vie. Selon le *DfT*, les grèves de juin 2022 auraient coûté près de 100 M£ à l'économie britannique. Le texte devrait comporter trois dispositions principales :


- Un niveau minimum de service devra être assuré pendant les grèves. Si ce niveau n'est pas atteint, les syndicats perdront la protection juridique contre les dommages et intérêts qui leur est accordée lorsqu'ils organisent des actions collectives .
- Les employeurs devront préciser les besoins en travailleurs essentiels (*specified workers*) nécessaires pour assurer ce service minimum. Les syndicats devront ensuite s'assurer de mobiliser un nombre suffisant de ces travailleurs en cas de grève.
- Les travailleurs essentiels qui décideront malgré tout de faire grève perdront leur protection contre les licenciements abusifs (*automatic unfair dismissal*).

Les détails sur la définition de service minimum dans les transports seront précisés par la législation secondaire après une consultation publique. Le texte prévoit que les employeurs et les syndicats concernés s'accordent sur un niveau de service minimum qui s'appliquera à toutes les grèves sur une période de trois mois. Si un accord de ce type ne peut être trouvé, un arbitre indépendant, le *Central Arbitration Committee*, déterminera ce niveau de service. Le gouvernement espère que le texte commencera à s'appliquer dès 2023.

## Le chiffre de la semaine

407 £

Selon le [think tank](#) *Energy & Climate Daily Unit*, c'est le montant de l'augmentation de la facture alimentaire des ménages britanniques en 2022 s'expliquant par les effets du changement climatique et de la hausse des prix des hydrocarbures.

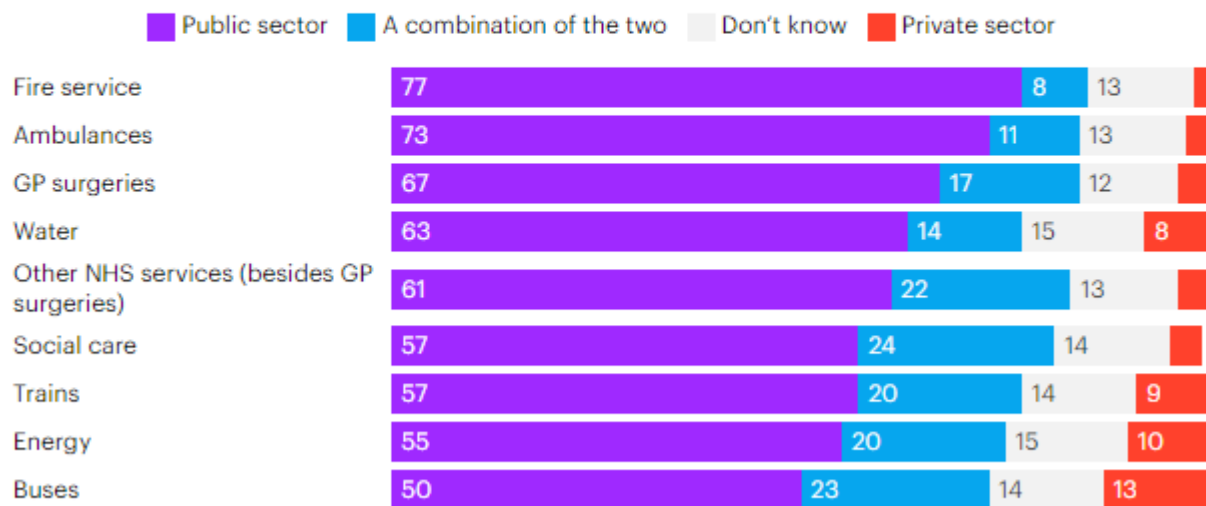




## Le graphique de la semaine

### Nationalisation: at least half of Britons say each of nine services we asked about should be run in the public sector

Do you think the following services should be run in the private or the public sector, or should it be a combination of the two? %



YouGov

21-22 September 2022

Selon un [sondage de YouGov](#), les Britanniques seraient majoritairement favorables à une nationalisation des principaux services publics comme la santé ou les transports. Le soutien est cependant plus marqué pour les services de santé – qui connaissent depuis quelques années une privatisation partielle – que pour les transports ou l'énergie. Par ailleurs, les écarts entre les soutiens du parti conservateur et ceux du parti travailliste sont importants.

## Climat & Energie

**Flash** – Le gouvernement a décidé ne pas faire appel de la décision de la Haute Cour de Justice jugeant illégale sa stratégie *Net Zero* présentée en octobre en 2021 et l'enjoignant à en publier une nouvelle d'ici le 31 mars 2023.

**Flash** – Dans une atmosphère chaotique, la Chambre des communes a rejeté mercredi 19 octobre une motion présentée par le Labour visant à réserver du temps parlementaire pour débattre d'une proposition de loi interdisant la fracturation hydraulique. Si la motion a été

rejetée par 326 députés (contre 230 députés pour), 40 députés conservateurs se sont abstenus alors que le gouvernement les avait menacé d'exclusion du parti s'ils ne votaient pas contre le texte.

**Flash** – Le gouvernement lance un programme de 20 M£ ([Green Home Finance Accelerator](#)) pour accélérer le déploiement de services financiers pour la rénovation énergétique. L'appel à projet a été ouvert le 18 octobre et se clôturera le 14 décembre.

**Flash** - La banque *Lloyds* devient la première banque britannique à s'engager à ne plus financer des nouveaux projets de production d'hydrocarbure. Dans le cadre sa politique RSE, le groupe s'était déjà engagé - entre autres - à ne plus financer de nouveaux projets d'hydrocarbures situés en Arctique ou liés aux sables bitumineux, à ne plus financer de mines de charbon et à ne plus être exposé au charbon d'ici 2030.

## Initialement prévu pour 2 ans, le gel des factures d'énergie pour les ménages s'arrêtera en avril 2023

Dans le cadre de ses annonces visant à rassurer les marchés financiers sur la trajectoire de finances publiques après la crise déclenchée par le « mini budget », le nouveau Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt a annoncé le 17 octobre que le gel des factures d'énergie, à hauteur de 2 500 £ par en moyenne ([Energy Price Guarantee](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre, s'éteindra le 31 mars 2023. Il sera remplacé par une aide plus ciblée - et donc moins coûteuse - pour les ménages les plus vulnérables, dont les contours seront définis après une évaluation conduite par le Trésor. La réintroduction du *price cap* par le régulateur *Ofgem* à partir d'avril 2023 devrait conduire à une nouvelle hausse de la facture annuelle d'énergie des ménages, en s'établissant à 4 348 £ en moyenne, [selon le cabinet spécialisé Cornwall Insight](#). Le leader du parti libéral-démocrate, Sir Ed Davey, a demandé une prolongation du gel des factures de 6 mois supplémentaires pour donner de la visibilité aux ménages, tandis que la *End Fuel Poverty Coalition* s'attend à ce que le nombre de ménages en situation de précarité énergétique atteigne plus de 10 millions en avril, contre 7 millions actuellement. De son côté, Keith Anderson, le directeur général de *ScottishPower*, un des principaux fournisseurs britanniques, a proposé que toutes les entreprises du secteur énergétique abondent un fond de plusieurs milliards de livres qui prendrait le relais du gouvernement pour soutenir les 10 millions de ménages les plus vulnérables.

## La Banque d'Angleterre a ouvert son programme de garantie destiné à assurer le bon fonctionnement des marchés de l'énergie

La Banque d'Angleterre et le Trésor (HMT) ont lancé lundi 17 octobre leur programme de garantie destiné aux traders sur les marchés de l'énergie qui font face à difficultés temporaires de financement ([Energy Markets Financing Scheme](#)). Ce programme avait été annoncé par la Première ministre le 8 septembre. Concrètement, après examen approfondi du dossier et accord du Trésor, les banques commerciales pourront tirer sur cette facilité de la Banque d'Angleterre, avec une garantie à 100 % du HMT pendant 12 mois, afin d'apporter aux entreprises candidates les liquidités suffisantes pour faire face aux exigences accrues de collatéraux des chambres de compensation. Ce dispositif vise les entreprises ayant un rôle fondamental dans les marchés de

l'énergie britannique (producteurs, transporteurs, fournisseurs), disposant d'une licence accordée par le régulateur *Ofgem* et d'une situation financière solide. Les entreprises publiques, les entreprises détenues par des banques ou des institutions financières et les maisons de négoce de matières premières n'y seront pas éligibles. Les conditions associées à cette garantie sont par ailleurs très strictes. D'une part, les entreprises bénéficiaires ne seront pas autorisées, pendant une durée d'un an, à distribuer des dividendes, racheter des actions, distribuer des bonus ou modifier la rémunération de leurs dirigeants. D'autre part, elles devront publier leur plan pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Les candidatures seront ouvertes jusqu'au 27 janvier 2023.

## Les fournisseurs d'énergie devraient manquer leurs objectifs de déploiement de compteurs communicants pour 2022

Alors que le régulateur *Ofgem* leur a fixé un objectif de 3 millions de compteurs communicants installés en 2022, les fournisseurs d'énergie n'en ont installé que 1,7 million sur les 9 premiers mois de l'année, selon les données d'*ElectraLink*, et les rythmes d'installation n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2019. Ces compteurs communicants seront pourtant un outil important pour adapter la demande d'énergie au cours de l'hiver et permettre aux consommateurs de bénéficier des offres d'effacement pendant les heures de pointe. A ce jour, plus de la moitié des foyers britanniques ont été équipés de compteurs, l'objectif étant de tous les équiper d'ici 2025.

## Environnement

**Flash** – Le maire de Londres a indiqué qu'il pourrait reporter l'extension à l'ensemble de l'agglomération de l'*Ultra Low Emission Zone (ULEZ)*, prévue pour l'instant le 29 août 2023. Sadiq Khan attend pour se prononcer les résultats d'une consultation menée par *Transport for London (TfL)*, qui devraient être connus d'ici la fin de l'année.

**Flash** – Selon l'ONG *Impact on Urban Health*, la pollution de l'air en particules fines PM10 au Royaume-Uni serait issue à 18 % des travaux de construction, cette part s'élevant à 30 % à Londres. Elle émet plusieurs recommandations pour limiter ces émissions de particules en contrôlant davantage le respect de la réglementation et à travers l'adoption de nouvelles technologies et règles.

## Les parcs nationaux britanniques ont levé 70 M£ pour financer la restauration des tourbières

Les 15 parcs nationaux britanniques ont passé un accord avec deux sociétés privées, *Palladium* et *Respira International*, pour créer un fond privé de 70 M£ afin de restaurer des tourbières, financé par la vente de crédits carbone aux entreprises cherchant à réduire leur bilan carbone. Le propriétaire d'une lande de près de 600 hectares dans le parc des Cairngorms a été le premier à bénéficier de ce dispositif. Le montant de ce fond privé, ouvert pour 2 ans, est supérieur au budget annuel alloué par les pouvoirs publics : en Angleterre, le gouvernement prévoit de dépenser 10 M£ par an pour la restauration des tourbières entre 2021 et 2025, tandis que le gouvernement écossais investit environ 25 M£ par an depuis la création d'un programme

de 250 M£ sur 10 ans en 2018. Pour mémoire, alors que les tourbières couvrent 12 % du territoire britannique et jouent le rôle de puits de carbone naturel, près de 75 % d'entre elles sont dégradées par l'activité humaine, provoquant l'émission de 23 Mt de CO<sub>2</sub> chaque année, soit 4 % des émissions annuelles du Royaume-Uni.

## Le gouvernement loin d'atteindre ses objectifs de protection des espaces naturels

Selon un [rapport](#) de la coalition d'ONG environnementales *Wildlife and Countryside Link*, le Royaume-Uni est encore loin d'atteindre son objectif de protéger 30 % des espaces terrestres et maritimes d'ici 2030, adopté en 2020. Alors que le gouvernement avance que 26 % de son espace terre et 40 % de son espace maritime sont déjà protégés, les ONG jugent les critères de protection du gouvernement inappropriés et estiment de leur côté que seulement 8 % des espaces terrestres et 3 % des espaces maritimes sont effectivement protégés. Ce rapport alerte également sur les risques liés à la création de nouvelles zones d'investissement, la réforme des aides agricoles et l'abrogation du droit européen encore applicable.

## Industrie

**Flash – [Liberty Steel](#)** a testé un nouveau procédé de production qui permettrait, selon l'entreprise, de diminuer de 30 % l'empreinte carbone des aciéries utilisant des fours à arc électrique. Lors de ces essais, l'antracite, l'une des principales sources d'émissions de carbone dans ces fours, a été remplacé par de l'ecoke, un combustible fabriqué contenant 30 % de biomasse.

**Flash –** L'usine [Mini](#) près d'Oxford va arrêter sa production de véhicules électriques, qui seront désormais assemblés en Chine et en Allemagne, pour se concentrer sur les véhicules thermiques. Selon le groupe *BMW*, cette décision n'affectera pas le nombre d'emplois au R-U.

## Make UK publie une étude sur les perspectives d'investissement dans l'industrie manufacturière britannique

[L'investissement](#) dans le secteur serait toujours inférieur de 3 % à son niveau pré-pandémique. Les entreprises interrogées dans le cadre de cette étude prévoient toutefois une hausse de leurs investissements, avec une priorité donnée aux machines et équipements. 59 % d'entre elles prévoient d'augmenter les investissements de ce type dans les deux prochaines années. La hausse des investissements est vue comme une nécessité face aux difficultés rencontrées par l'industrie depuis deux ans : perturbations des chaînes d'approvisionnement, pénuries de main-d'œuvre et hausse des prix de l'énergie. Les producteurs évoquent trois priorités d'investissement : les compétences, le capital et l'innovation. 9 % des entreprises interrogées prévoient toutefois de réduire leurs investissements dans les deux prochaines années, principalement en raison d'une moindre confiance dans le marché domestique, d'une réduction de leurs profits à cause de l'inflation et/ou des incertitudes quant au volume de commandes. Afin d'encourager une hausse de l'investissement, *Make UK* recommande davantage de stabilité législative sur les avantages


fiscaux dont bénéficient les entreprises et invite à renforcer certains mécanismes publics d'aide à l'investissement (ex: *Help to Grow Digital*), tout en améliorant les dispositifs dédiés à la formation.

## Le gouvernement entame des discussions avec *British Steel* pour sauvegarder ses sites de production au R-U

Le ministère des Entreprises, de l'Energie et de la Stratégie industrielle (*BEIS*) a entamé des discussions avec le groupe chinois *Jingye Corporation*, qui avait racheté *British Steel* en 2020, pour s'accorder sur un plan de soutien à l'entreprise. Selon le groupe, le ralentissement de l'activité économique, la forte inflation et les prix exceptionnellement élevés de l'énergie s'ajoutent aux difficultés mondiales dans ce secteur: baisse de la demande et surplus de production entraînant une baisse des prix des produits sidérurgiques. Le gouvernement pourrait apporter un soutien à *Jingye* qui s'engagerait en échange à maintenir ouverts ses trois sites de production au R-U. Des négociations similaires seraient également engagées avec *Tata Steel*, premier producteur d'acier britannique. Le *BEIS* rappelle que l'industrie sidérurgique a bénéficié depuis 2013 de plus de 780 M£ de soutiens publics afin de réduire l'impact des coûts de l'électricité, plus élevés que ses principaux concurrents européens.

## La *Confederation of British Industry (CBI)* présente la stratégie *Humber 2030 Vision*

Lancée à l'occasion du *Waterline Summit*, cette stratégie vise à accélérer le développement du cluster industriel d'*Humber* (nord-est de l'Angleterre), avec une priorité donnée à la décarbonation, *Humber* demeurant le cluster industriel britannique émettant le plus de CO<sub>2</sub>. La stratégie définit trois priorités: créer des emplois verts et hautement qualifiés, s'appuyer sur l'investissement privé pour augmenter la croissance et utiliser le site comme un exemple des stratégies de décarbonation pouvant être généralisées à l'ensemble de l'économie britannique. Le projet, qui bénéficie de 15 Md£ d'investissements privés, a également pour objectif de démontrer le potentiel des futurs « clusters d'excellence » britanniques.



## Transports

**Flash** – Afin d'éviter une grève de ses pilotes, [British Airways](#) a accepté d'augmenter leurs salaires de 4 % cette année et de supprimer une mesure de baisse des salaires de 10 % qui avait été introduite pendant la pandémie afin d'éviter des licenciements de masse.

**Flash** – Après plusieurs journées de grèves et des négociations, 7 700 chauffeurs et ingénieurs de la compagnie de bus [Go-Ahead](#) basés à Londres vont bénéficier d'une hausse de salaires de 10,5 %.

**Flash** – Kathryn Leahy, actuelle directrice des opérations à l'aéroport d'[Heathrow](#), dirigera désormais la « *Team Heathrow* ». Cette nouvelle fonction vise à améliorer les relations entre l'aéroport et toutes les entreprises y travaillant comme les prestataires de services au sol.

### La ministre des Transports annonce un report du *Transport bill* à la prochaine session parlementaire

Lors de son audition mercredi devant la commission parlementaire des Transports, Anne-Marie Trevelyan a indiqué que ce report s'expliquait notamment par les « défis » posés par le vote des mesures sur l'énergie. [Great British Railways](#) (GBR), organisme public qui remplacera *Network Rail* et sera en charge de l'octroi aux opérateurs des contrats ferroviaires, ne verrait donc pas le jour en 2024 comme initialement prévu. Une version plus limitée du *Transport bill* pourrait être présentée d'ici le mois de mai 2023 et se concentrerait sur l'encadrement de nouveaux modes de transport comme les trottinettes électriques.

### De nouvelles grèves sont annoncées dans le ferroviaire et les transports londoniens

Les membres du syndicat *RMT* (*Rail, Maritime and Transport Workers*) travaillant pour *Network Rail*, gestionnaire de l'infrastructure britannique, [feront grève les 3, 5 et 7 novembre](#). Selon la *RMT*, *Network Rail* a proposé une hausse – jugée insuffisante par le syndicat – de 8 % des salaires sur deux ans, assortie de billets de trains à tarif réduit et d'une garantie de maintien des emplois jusqu'en janvier 2025. *Network Rail* accuse la *RMT* de ne pas soumettre cette offre au vote de ses adhérents tandis que le syndicat accuse le gestionnaire de vouloir imposer des « changements radicaux » des pratiques de travail. La *RMT* a également confirmé que les conducteurs de métro et des trains de banlieue *London Overground* feraient grève le 3 novembre. Plusieurs syndicats ont par ailleurs rappelé leur opposition au projet gouvernemental d'imposer un service minimum en cas de [grève](#) (cf. fait marquant) et averti que des actions de grèves coordonnées entre plusieurs secteurs pourraient être organisées si ce texte était voté et mis en œuvre.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**Responsable de la publication :** Service Economique Régional de Londres  
**Rédacteurs :** Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)